Arrêt du Tribunal du 13 juillet 2011 — ThyssenKrupp Liften Ascenseurs e.a./Commission

(Affaires T-144/07, T-147/07, T-148/07, T-149/07, T-150/07 et T-154/07) ⁽¹⁾

(«**Concurrence — Ententes — Marché de l'installation et de l'entretien des ascenseurs et des escaliers mécaniques — Décision constatant une infraction à l'article 81 CE — Manipulation des appels d'offres — Répartition des marchés — Fixation des prix**»)

(2011/C 269/98)

Langues de procédure: le néerlandais et l'allemand

Parties

Parties requérantes: ThyssenKrupp Liften Ascenseurs NV (Bruxelles, Belgique) (représentants: initialement V. Turner et D. Mes, puis O.W. Brouwer et J. Blockx, avocats) (affaire T-144/07); ThyssenKrupp Aufzüge GmbH (Neuhausen auf den Fildern, Allemagne) (représentants: initialement U. Itzen et K. Blau-Hansen, puis U. Itzen, K. Blau-Hansen et S. Thomas, et enfin K. Blau-Hansen et S. Thomas, avocats) (affaire T-147/07); ThyssenKrupp Fahrtreppen GmbH (Hambourg, Allemagne) (représentants: initialement U. Itzen et K. Blau-Hansen, puis U. Itzen, K. Blau-Hansen et S. Thomas, et enfin K. Blau-Hansen et S. Thomas, avocats) (affaire T-147/07); ThyssenKrupp Ascenseurs Luxembourg Sàrl (Howald, Luxembourg) (représentants: K. Beckmann, S. Dethof et U. Itzen, avocats) (affaire T-148/07); ThyssenKrupp Elevator AG (Düsseldorf, Allemagne) (représentants: T. Klose et J. Ziebarth, avocats) (affaire T-149/07); ThyssenKrupp AG (Duisbourg, Allemagne) (représentants: initialement M. Klusmann et S. Thomas, avocats, puis M. Klusmann) (affaire T-150/07); ThyssenKrupp Liften BV (Krimpen aan den IJssel, Pays-Bas) (représentants: O.W. Brouwer et A. Stoffer, avocats) (affaire T-154/07)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: dans les affaires T-144/07 et T-154/07, A. Bouquet et R. Sauer, agents, assistés de F. Wijckmans et F. Tuytschaever, avocats; dans les affaires T-147/07 et T-148/07, initialement R. Sauer et O. Weber, puis R. Sauer et K. Mojzesowicz, agents; et dans les affaires T-149/07 et T-150/07, R. Sauer et K. Mojzesowicz, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision C(2007) 512 final de la Commission, du 21 février 2007, relative à une procédure d'application de l'article 81 [CE] (affaire COMP/E-1/38.823 — Ascenseurs et escaliers mécaniques), ou, à titre subsidiaire, de réduction du montant des amendes infligées aux requérantes.

Dispositif

- 1) Les affaires T-144/07, T-147/07, T-148/07, T-149/07, T-150/07 et T-154/07 sont jointes aux fins du présent arrêt.
- 2) L'article 2, paragraphe 1, quatrième tiret, paragraphe 2, quatrième tiret, paragraphe 3, quatrième tiret, et paragraphe 4, quatrième

tiret, de la décision C(2007) 512 final de la Commission, du 21 février 2007, relative à une procédure d'application de l'article 81 [CE] (affaire COMP/E-1/38.823 — Ascenseurs et escaliers mécaniques), est annulé.

- 3) Dans les affaires T-144/07, T-149/07 et T-150/07, le montant de l'amende imposé à ThyssenKrupp Liften Ascenseurs NV, ThyssenKrupp Elevator AG et ThyssenKrupp AG à l'article 2, paragraphe 1, quatrième tiret, de la décision C(2007) 512 pour l'infraction en Belgique est fixé à 45 738 000 euros.
- 4) Dans les affaires T-147/07, T-149/07 et T-150/07, le montant de l'amende imposé à ThyssenKrupp Aufzüge GmbH, ThyssenKrupp Fahrtreppen GmbH, ThyssenKrupp Elevator et ThyssenKrupp à l'article 2, paragraphe 2, quatrième tiret, de la décision C(2007) 512 pour l'infraction en Allemagne est fixé à 249 480 000 euros.
- 5) Dans les affaires T-148/07, T-149/07 et T-150/07, le montant de l'amende imposé à ThyssenKrupp Ascenseurs Luxembourg Sàrl, ThyssenKrupp Elevator et ThyssenKrupp à l'article 2, paragraphe 3, quatrième tiret, de la décision C(2007) 512 pour l'infraction au Luxembourg est fixé à 8 910 000 euros.
- 6) Dans les affaires T-150/07 et T-154/07, le montant de l'amende imposé à ThyssenKrupp Liften BV et ThyssenKrupp à l'article 2, paragraphe 4, quatrième tiret, de la décision C(2007) 512 pour l'infraction aux Pays-Bas est fixé à 15 651 900 euros.
- 7) Les recours sont rejetés pour le surplus.
- 8) Dans chaque affaire, les requérantes supporteront les trois quarts de leurs propres dépens ainsi que les trois quarts des dépens de la Commission européenne. La Commission supportera le quart de ses dépens ainsi que le quart des dépens des requérantes.

⁽¹⁾ JO C 155 du 7.7.2007.

Arrêt du Tribunal du 13 juillet 2011 — Kone e.a./Commission

(Affaire T-151/07) ⁽¹⁾

(«**Concurrence — Ententes — Marché de l'installation et de l'entretien des ascenseurs et des escaliers mécaniques — Décision constatant une infraction à l'article 81 CE — Manipulation des appels d'offres — Répartition des marchés — Fixation des prix**»)

(2011/C 269/99)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Parties requérantes: Kone Oyj (Helsinki, Finlande); Kone GmbH (Hanovre, Allemagne); et Kone BV (Voorburg, Pays-Bas) (représentants: T. Vinje, solicitor, D. Paemen, J. Schindler, B. Nijs, A. Tomtsis, avocats, J. Flynn, QC, et D. Scannell, barrister)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: É. Gippini Fournier et R. Sauer, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision C(2007) 512 final de la Commission, du 21 février 2007, relative à une procédure d'application de l'article 81 [CE] (affaire COMP/E-1/38.823 — Ascenseurs et escaliers mécaniques), ou, à titre subsidiaire, de réduction du montant des amendes infligées aux requérantes.

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *Kone Oyj, Kone GmbH et Kone BV sont condamnées aux dépens.*

(¹) JO C 155 du 7.7.2007.

Arrêt du Tribunal du 15 juillet 2011 — Zino Davidoff/OHMI — Kleinakis kai SIA (GOOD LIFE)

(Affaire T-108/08) (¹)

[«**Marque communautaire — Procédure d'opposition — Demande de marque communautaire verbale GOOD LIFE — Marque nationale verbale antérieure GOOD LIFE — Usage sérieux de la marque antérieure — Devoir de diligence — Article 74, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 40/94 [devenu article 76, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 207/2009]**»]

(2011/C 269/100)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Zino Davidoff SA (Fribourg, Suisse) (représentant: H. Kunz-Hallstein et R. Kunz-Hallstein, avocats)

Partie défenderesse: Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (représentants: R. Pethke et J. Laporta Insa, agents)

Autre partie à la procédure devant la chambre de recours de l'OHMI, intervenant devant le Tribunal: I. Kleinakis kai SIA OE (Athènes, Grèce) (représentant: K. Siotou, avocat)

Objet

Recours formé contre la décision de la deuxième chambre de recours de l'OHMI du 30 novembre 2007 (affaire R 298/2007-2), relative à une procédure d'opposition entre I. Kleinakis kai SIA OE et Zino Davidoff SA.

Dispositif

- 1) *La décision de la deuxième chambre de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) du 30 novembre 2007 (affaire R 298/2007-2) est annulée.*
- 2) *L'OHMI supportera ses propres dépens ainsi que ceux exposés par Zino Davidoff SA.*

- 3) *I. Kleinakis kai SIA OE supportera ses propres dépens.*

(¹) JO C 116 du 9.5.2008.

Arrêt du Tribunal du 13 juillet 2011 — Grèce/Commission

(Affaire T-81/09) (¹)

[«**FEDER — Réduction du concours financier — Programme opérationnel relevant de l'objectif n° 1 (1994-1999), "Accessibilité et axes routiers" en Grèce — Délégation de tâches auxiliaires par la Commission à des tiers — Secret professionnel — Taux de correction financière — Marge d'appréciation de la Commission — Contrôle juridictionnel**»]

(2011/C 269/101)

Langue de procédure: le grec

Parties

Partie requérante: République hellénique (représentants: initialement M. Tassopoulou, agent, assisté de C. Meïdanis et E. Lampadariou, avocats, puis P. Mylonopoulos et K. Boskovits, agents, assistés de G. Michailopoulos, avocat)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: A. Steiblytė et D. Triantafyllou, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision C(2008) 8573 de la Commission, du 15 décembre 2008, relative à la réduction du concours financier du Fonds européen de développement régional (FEDER) octroyé à la Grèce, d'un montant de 30 104 470,47 euros, au titre du programme opérationnel «Accès et axes routiers», par la décision C(94) 3579 de la Commission, du 16 décembre 1994, approuvant un concours du FEDER.

Dispositif

- 1) *La décision C(2008) 8573 de la Commission, du 15 décembre 2008, relative à la réduction du concours financier du Fonds européen de développement régional (FEDER) octroyé à la Grèce est annulée en ce qu'elle prévoit, d'une part, une correction d'un montant de 506 303 euros au titre du projet «Isthmos — Galota» et, d'autre part, une correction d'un montant de 684 343 euros au titre du projet «Carrefour de Polymylos (contrat 928)».*
- 2) *Le recours est rejeté pour le surplus.*
- 3) *La République hellénique supportera ses propres dépens et 80 % des dépens exposés par la Commission européenne.*
- 4) *La Commission supportera 20 % de ses propres dépens.*

(¹) JO C 129 du 6.6.2009.